

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 07/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME)

7 rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris

Références : VAT20230167
Code AIOT : 0010000974

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2023 dans l'établissement PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME) implanté Usine d'incinération Les Gatines Arrabloy 45500 Gien. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME)
- Usine d'incinération Les Gatines Arrabloy 45500 Gien
- Code AIOT : 0010000974
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPREC Energies 45 (anciennement ARCEVAL), exploite sur la commune de Gien-Arrabloy une unité d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI) ainsi qu'une plate-forme de maturation des mâchefers.

Les activités exercées par la société PAPREC Energies 45 sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral du 15 février 2023 autorisant la poursuite de l'exploitation de l'unité d'incinération de déchets non-dangereux et de DASRI et mettant à jour certaines prescriptions techniques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite du 05/07/2022,
- Rejets atmosphériques,
- Protection contre la foudre,
- Prélèvements et rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Conditions de combustion : T2S	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 2.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	VLE en concentration des rejets atmosphériques : SO ₂	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 3.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Susceptible de suites	Sans objet
2	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
3	Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
4	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
5	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
7	Monoxyde de carbone	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 3.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
10	VLE en concentration des rejets atmosphériques : NO _x	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 3.2.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 4.2.2	/	Sans objet
16	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 8.3.4.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	VLE en concentration des rejets atmosphériques : dioxines et furanes	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 3.2.4	/	Sans objet
9	VLE en concentration des rejets atmosphériques : poussières	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 3.2.4	/	Sans objet
12	Consommation d'eau	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 4.1.1	/	Sans objet
14	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 4.3.3	/	Sans objet
15	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 7.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
17	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 7.6.2	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements importants en SO₂ sont constatés sur la nouvelle ligne 1 depuis sa mise en service.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2022
Prescription contrôlée : <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ; le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
Constats : [C1] Le registre des déchets entrants est incomplet.
Observations : NC1 du 22/03/2021 : Le registre des déchets entrants ne mentionne pas le numéro des BSD le cas échéant (DASRI notamment), l'adresse de l'installation expéditrice, l'adresse du transporteur ainsi que le numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement. <p>Observations du 05/07/2022 : Le changement du logiciel de pesée a été fait en décembre 2021. Le logiciel ARPEGE MASTER K, utilisé pour les pesées, a été consulté. Les données suivantes sont automatiquement intégrées au journal des pesées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - date et heure de pesée, - poids net, - client, producteur initial, - transporteur désignation, - activité (= traitement), - type de produit (TVI = tout venant incinérable, OM SYCTOM, DAOM = déchets assimilables à des

OM hors SYCTOM, hors ARCEVAL

Pour les déchets hors ARCEVAL, il convient de changer le type d'activité/traitement (activités des autres sites qui utilisent le pont bascule).

Il y a un registre des déchets entrants qui est alimenté à partir du journal des pesées mais pas de façon automatique (pour vérification).

Un extrait du registre des déchets entrants a été fourni. Il précise : le jour, le produit, le client, le transporteur, la quantité, le n° de BSD, le producteur, le code déchets, la référence CAP, le code traitement. Les SIRET des producteurs et transporteurs sont disponibles mais dans des tableaux à part. Le registre des déchets entrants est à mettre à jour suite à l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Track déchet sera opérationnel et obligatoire pour les DASRI à partir du 01/01/2023.

Le nouveau système de gestion des GRV DASRI a été commandé. Il sera opérationnel à l'automne 2022.

(C1) du 05/07/2022 : Le registre des déchets entrants est incomplet.

Réponse de l'exploitant du 21/09/2022 :

- Le déploiement de l'activation de la traçabilité des BSD pour les DASRI sera mis en place au 2nd semestre 2022.
- Le type d'activité/traitement pour les déchets hors ARCEVAL a été modifié à partir d'août 2022.
- Le numéro de BSD est inscrit dans le fichier « journal des pesées ». Une demande est en cours auprès de ARPEGE pour vérifier la possibilité d'intégrer le numéro de BSD directement dans le logiciel de pesées.
- Pour les clients ayant plusieurs transporteurs différents, ces clients ont un badge unique qui enregistre leurs pesées dans notre logiciel en tant que « transporteur divers ». Nous allons créer des badges pour chaque transporteur selon chaque client ce qui permettra au logiciel d'enregistrer automatiquement l'ensemble des données.

Observations du 23/02/2023 : L'exploitant explique disposer de toutes les données pour le passage au RNDTS. Les données 2023 y seront intégrées en mai et les données 2022 en juin 2023. Les logiciels de PAPREC ne sont pas interopérables avec la plateforme du ministère donc ils vont devoir faire un envoi quotidien via la trame excel fournie enfin stabilisée (fichier d'import).

Les tableurs "journal des pesees" et "extraction logiciel pesees" ont été fournis.

Les codes déchets sont présents dans "extraction logiciel pesees" mais tous ne sont pas renseignés. Les informations producteurs et transporteurs sont présents dans "extraction logiciel pesees" mais les numéros de récépissé des transporteurs ne sont pas tous renseignés. L'opération de traitement est présente dans "extraction logiciel pesees"

Les numéros de BSD, les quantités se trouvent dans "journal des pesees"

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2022
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : [C2] Pour le MIR FT, l'étendue des mesures certifiées pour le NO ₂ et le HF est plus de 1.5 fois supérieure à la VLE jour en NOx et HF.
Observations : Observations du 05/07/2022 : L'analyseur redondant a aussi été changé en même temps que l'analyseur titulaire ligne 1. Il s'agit de MIR FT. Les nouveaux analyseurs poussières ligne 1 titulaires et redondants ont également déjà été changés. Il ne restera plus que les analyseurs mercure à installer sur le ligne 2. Les analyseurs mercure seront installés sur la ligne 1 en septembre. La commande est à fournir (faite par le service travaux du site). Cf. canevas action nationale suivi des appareils de mesure en continu. Le certificat QAL1 ainsi que la référence des nouveaux analyseurs poussières sont à fournir. Le MIR 9000 n'est pas certifié pour le paramètre HF. Pour mémoire, cet analyseur sera remplacé par un MIR FT certifié pour ce paramètre en septembre 2022. Pour le MIR FT, l'étendue des mesures certifiées pour le NO ₂ et le HF est plus de 1.5 fois supérieure à la VLE jour en NOx et HF. La gamme complète de mesure NH3 ne couvre pas la VLE (1/2heure). Néanmoins, les valeurs mesurées habituellement sur les installations semblent comprises dans la plage de mesure certifiée. Pas de pics d'ammoniac et moyennes entre 1 et 5 mg/Nm3 (d'après l'exploitant, difficile de faire des pics avec de l'urée). (C3) du 05/07/2022 : Le certificat QAL1 ainsi que la référence des nouveaux analyseurs poussières sont à fournir. Pour le MIR FT, l'étendue des mesures certifiées pour le NO ₂ et le HF est plus de 1.5 fois supérieure à la VLE jour en NOx et HF. Réponse de l'exploitant (prestataire ENVEA) du 21/09/2022 : Effectivement, les gammes certifiées NO ₂ et HF ne permettent pas de répondre à la demande de la norme NF EN 15267-3 pour le rapport Gamme/VLEj. Pour les NOx, ce n'est pas la gamme NO ₂ qu'il faut étudier mais la gamme NO car dans l'incinération, plus de 95 % des émissions de NOx sont du NO. De plus, même des AMS avec une certification NO ₂ plus basse ne sont pas suffisamment "performants" vu les niveaux de concentration très faibles réellement mesurés pour ce paramètre. Certains des AMS, installés en incinération, ne sont d'ailleurs même pas certifiés sur le NO ₂ . Cependant, la gamme NO du MIR FT ne répond pas non-plus à la norme NF EN 15267-3 sur le rapport gamme/VLEj. Pour les gammes NO et HF, la quasi-totalité des AMS de la concurrence ne respectent pas non-plus de rapport : - HF. Comme vous pouvez le voir sur le site https://qal1.de/en/komponenten/hf.htm pour ce

paramètre la totalité des AMS multi-composés possèdent soit une gamme certifiée à 3 mg/m³ comme le MIR FT ou une encore plus élevée à 5 mg/m³. Même parmi les AMS mono-composés, un seul AMS sur les 4 certifiés possèdent une VLE plus faible que le MIR FT. - NO. Comme pour le HF, si on étudie les AMS proposant le même nombre de composés que le MIR FT des marques ABB, SICK, MKS, ... (<https://qal1.de/en/komponenten/no.htm>), aucun ne respecte le rapport 1,5 fois la VLE puisque la plus petite gamme NO est 150 mg/m³. Dans les AMS que l'on trouve aujourd'hui installés en incinération en France, un seul respecte ce critère c'est celui de la marque AP2E mais cet AMS n'est pas certifié sur le HF. Pour les paramètres NO et HF, aucun des AMS vendus actuellement sur le marché ne permet de répondre aux rapports gamme/VLE. Nous nous trouvons face à une limite technique actuelle ou plutôt une limite technique par rapport à la période de certification. Lors des abaissements de VLEj, il n'est que très rarement étudié si les obligations techniques vont pouvoir être respectées que ce soit pour les AMS ou même les laboratoires de prélèvement. Une étude de l'NERIS mettait en avant cette problématique il y a déjà quelques années. Concernant les mesures de poussières, la certification de nos AMS QAL181 vous a été fournie avec ces réponses aux questions DREAL.

Observations du 23/02/2023 :
 Par courriel du 08/03/2023, l'exploitant a détaillé les analyseurs installés et leurs suivis. Les 4 analyseurs poussières (titulaires et redondants lignes 1 et 2) sont des opacimètres QAL181 installés en 2016 et 2017. Le certificat QAL1 mCERTs a été fourni. Concernant le point mentionnant une étendue des mesures de l'appareil MIR FT (variables NO₂ et HF) de 1,5 supérieure aux valeurs limites, l'exploitant répond qu'il faut observer le paramètre NO à la place du NO₂. Ce point nécessite une discussion plus approfondie avec des collègues experts de la question des flux azotés. Dans l'attente de leur retour, le constat est maintenu.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2022
Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.
Constats : [C3] Les droites QAL 2 de 2020 de l'analyseur redondant ligne 2 pour les paramètres humidité et O ₂ n'ont pas été prises en compte dans l'AST de 2022.
Observations : Observations du 05/07/2022 : Cf. canevas action nationale suivi des appareils de mesure en continu. Le nombre de mesurage de l'AST de 2021 n'est pas justifié. Les droites QAL2 de décembre 2021 avec leurs unités ont été prises en compte pour l'AST de 2021, hormis pour les paramètres humidité et O ₂ de l'analyseur redondant ligne 2 ($y = 0,89x + 0,02$ dans le rapport AST et $y = 0,88x + 0,01$ dans le rapport QAL2 ; $y = 1,03x$ dans le rapport AST et $y = 1,05x$ dans le rapport QAL2). Compte tenu de la configuration des AMS, impossibilité d'injecter des gaz raccordés COFRAC en entrée du système. L'exploitant doit justifier que les nouveaux analyseurs permettent d'injecter des gaz raccordés COFRAC en entrée du système. (C4) du 05/07/2022 : Le nombre de mesurage de l'AST de 2021 n'est pas justifié. Les droites QAL 2 de 2020 de l'analyseur redondant ligne 2 pour les paramètres humidité et O ₂ n'ont pas été prises en compte dans l'AST de 2021. Réponse de l'exploitant (prestataire ENVEA) du 21/09/2022 : Concernant le nombre d'essais AST, dans les feuilles de calculs de chaque paramètre, pages 27 à 71, on trouve l'explication du nombre d'essais en fonction du critère $< 30\%$ de la VLEJ ou non. Pour les droites O ₂ et H ₂ O de l'AMS redondant, il y a eu effectivement une erreur dans le dépouillement du laboratoire car ce sont les droites du titulaire qui sont utilisés pour ces paramètres. Pour ces 2 points, il faut vous tourner vers le laboratoire qui a réalisé la prestation AST pour qu'il puisse vous répondre également. [...] En ce qui concerne la phrase : "Compte tenu de la configuration des AMS, nous n'avons pas pu injecter des gaz raccordés COFRAC en entrée du système." - Pour les AMS, il n'existe aucune obligation de gaz raccordés COFRAC. Cette obligation concerne seulement les mesures laboratoires. - La configuration des AMS présents sur site à l'époque permettait bien l'injection de gaz en entrée du système (seule exception pour les AMS de mesure NH ₃ pour lesquels le tuyau d'injection en sonde avait été arraché) - Enfin, la norme demande une vérification croisée des bouteilles : Gaz SRM sur mesures AMS et gaz AMS sur mesures SRM). Si c'est sur ce point que le laboratoire a émis la remarque, ce n'est pas en accord avec les textes non-plus car cette vérification se fait pour la calibration, donc directement en analyseur et non en entrée du système. Les MIR FT, comme leurs prédécesseurs permettront bien : - l'injection de gaz en tête de sonde - la vérification croisée avec les gaz COFRAC des laboratoires.

Observations du 23/02/2023 :

Concernant la question sur le nombre de mesures du test annuel de surveillance (AST), la réponse du sous-traitant ENVEA mentionne que « le nombre d'essais est fait en fonction du critère < 30 % de la VLEj ». (VLE : Valeur Limite d'Émission) . Cela est en accord en avec les conditions du guide du BQA (guide d'application de la mesure en continu des rejets atmosphériques version février 2022). Le guide indique en effet, à sa page 37, que la validation de l'appareil de mesure (QAL 2) peut être substituée par un Test Annuel de Surveillance (AST) si 95 % des émissions présentent des concentrations inférieures à 30 % de la valeur limite d'émission (VLEj).

Pour la dérive des paramètres O₂ et H₂O, le sous-traitant ENVEA cite la responsabilité d'une autre entité chargée de vérifier le Système Automatique de Mesure (AMS). Cette argumentation est insuffisante, PAPREC ENERGIES doit mieux justifier la dérive des paramètres sus cités (O₂, H₂O). Les arguments de la société en charge de l'AST doivent être présentés et discutés.

Pour le point demandant à l'exploitant des nouveaux « analyseurs permettant d'injecter des gaz raccordés COFRAC en entrée du système », l'exploitant répond que la configuration existante permet déjà l'injection de gaz en entrée du système, excepté l'ammoniac (NH₃).

Le rapport AST de la ligne 2 APAVE du 10/08/2022 a été fourni. Les droites QAL2 de décembre 2021 avec leurs unités ont été prises en compte pour l'AST de 2022, hormis pour les paramètres humidité et O₂ de l'analyseur redondant ligne 2 ($y = 0,89 x + 0,02$ dans le rapport AST et $y = 0,88 x + 0,01$ dans le rapport QAL2 ; $y = 1,03 x$ dans le rapport AST et $y = 1,05 x$ dans le rapport QAL2). Les QAL2 des nouveaux analyseurs de la ligne 2 installés en novembre 2022 sont à fournir.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2022
Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : [C4] Le contrôle QAL2 de 2022 n'a pas été réalisé conformément à la norme en vigueur.
Observations : Observations du 05/07/2022 : Cf. canevas action nationale suivi des appareils de mesure en continu La VLE prise en considération pour le paramètre NOx n'est pas correcte (120 au lieu de 80 mg/Nm ³). Cependant, dans ce cas, cela n'a pas d'incidence sur le cas à appliquer. Aucune mesure poussières du QAL2 de 2020 n'a duré 60 min. Durant la mise en œuvre du QAL 2, 2 légers dépassements de VLE 10 min ont été constatés : - Une mesure CO titulaire ligne 1 à 178,2 mg/Nm ³ (-15 intervalle de confiance=163,3 > VLE 10min), - une mesure CO redondant ligne 1 à 196,5 mg/Nm ³ (-15 intervalle de confiance=181,5 > VLE 10min de 150 mg/Nm ³). Les droites d'étalonnages correspondent à celles préconisées dans le dernier rapport QAL2, hormis pour le NH3 titulaire ligne 2 (droite d'étalonnage QAL 2 : $y = 0,93x - 1,04$ et droite étalonnage analyseur : $y = 0,93x - 0,4$) (C5) du 05/07/2022 : Le contrôle QAL2 de 2020 n'a pas été réalisé conformément à la norme en vigueur. Réponse de l'exploitant (prestataire ENVEA) du 21/09/2022 : Après vérification du rapport QAL2, nous avons effectivement relevé que : - La VLEJ utilisée était de 120 pour les NOx au lieu de 80 - Les mesures de poussières n'auraient duré que 30 minutes alors que les agréments imposent des mesures d'une heure minimum pour les paramètres particuliers. Comme pour l'AST, il faut vous tourner vers le laboratoire pour avoir leur retour sur ces points. Cependant, que ce soit pour la VLEj ou la durée de l'essais, il n'y aurait certainement eu aucun impact sur le résultat. Concernant les droites NH ₃ , cela est certainement dû à une erreur de frappe. Ces droites ont de toute façon été retirées depuis l'installation des nouveaux AMS. Observations du 23/02/2023 : Les analyseurs de la ligne 1 ont été mis en service en mai 2022. Le QAL2 de la ligne 1 réalisé par APAVE du 26 au 28/10/2022 a été fourni. L'exploitant explique que les résultats ne sont pas cohérents et que les courbes ne seront pas intégrées parce que non validées par le fournisseur des analyseurs. Un nouveau QAL2 sur la ligne 1 est prévu en mars 2023. Dans le rapport du 24/11/2022 : - la VLEJ utilisée est toujours de 120 pour les NOx au lieu de 80.

- les mesures de poussières n'ont duré que 30 minutes alors que les agréments imposent des mesures d'une heure minimum pour les paramètres particuliers. Concernant les analyseurs de la ligne 2 qui ont été changé en novembre 2022, le QAL2 est prévu en mars 2023. Les QAL2 sont réalisés dans les 6 mois qui suivent la mise en service de l'AMS ou toute modification majeure de l'AMS.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2022
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : [C5] Pas de réalisation de QAL3.
Observations : Observation du 05/07/2022 : Pas de réalisation de QAL3. Engagement de l'exploitant de mettre en place le QAL3 en 2023. Devis demandé auprès d'ENVEA pour mettre en place le QAL 3 sur la ligne 1. (C6) du 05/07/2022 : Pas de réalisation de QAL3. Réponse de l'exploitant du 21/09/2022 : Le QAL3 sera réalisé en 2023. Observations du 23/02/2023 : La réalisation des QAL3 vise à garantir la qualité des mesures lors du fonctionnement en routine de l'installation. Cela est mis en œuvre via contrôle de dérive de l'analyseur par injection de matériaux de référence. Pour mémoire, le QAL3 est à mettre en place immédiatement à l'issu de QAL2 et avec une périodicité hebdomadaire (conseillée) pendant les 3 premiers mois puis à adapter en fonction du comportement du système automatique de mesure. Pas de réalisation de QAL3 alors que de nouveaux analyseurs ont été mis en service en mai et novembre 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de combustion : T2S

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 2.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, T2S
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion.
Constats : [C6] Des T2S inférieures à 850 °C sont observées sur la ligne 1 depuis sa mise en service.
Observations : Ligne 1 : - octobre 2022 : 7 moy 10 minutes en T2s liées à des difficultés de maintenir la température lors du redémarrage le 20/10. - Novembre 2022 : 1 VLE 10 minutes en T2s liée à un dysfonctionnement brûleur le 12/11. - Décembre 2022 : 2 VLE 10 minutes en T2S suite à un démarrage tardif du brûleur le 08/12. - Janvier 2023 : 1 VLE 10 minutes en T2S le 06/01 suite à un problème de démarrage du brûleur. - Février 2023 : 3 VLE 10 minutes en T2S le 01/02 suite à un problème de démarrage du brûleur et 2 VLE 10 minutes en T2S le 06/02 suite à un problème de démarrage du brûleur. L'analyse de l'exploitant sur ces problèmes de T2S est attendue. Ligne 2 : En février 2023, un dépassement T2S dû à un problème de démarrage du brûleur. Pas de problème récurrent sur ce brûleur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : AP du 23/07/2015, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en continu des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2022
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission suivantes ne doivent pas être dépassées - pour les concentrations de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction : -> 50 mg/m ³ de gaz de combustion en moyenne journalière ; -> 150 mg/m ³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 100 mg/m ³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures. - pour les flux de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction : 41 kg/jour et par ligne d'incinération.
Constats : [C7] Des dépassements des valeurs limites d'émission en CO sont constatés en 2022 sur la ligne 2.
Observations : Observations du 05/07/2022 : Ligne 2 : 53 moyennes 10 min sont supérieures à 150 mg/Nm3 en juin 2022. Comme il y a 144 périodes de 10 min dans une journée, 95 % des valeurs correspond à 137 périodes, soit possibilité de 7 moyennes 10 min supérieures à 150 mg/Nm3 par jour. En juin 2022, 6 journées ont présentées des dépassements des valeurs limites d'émission en CO. Lors de la visite, la moyenne 10 min en CO était à 0.84 mg/Nm3. L'exploitant évoque : - une mauvaise combustion lors de l'incinération des DASRI associé à une mauvaise dépression four liée à des trous importants sur la gaine sortie réacteur dont la réparation aurait été faite le 03/06/2022, la facture THOU industrie du 23/06/2022 pour la réparation des gaines a été fournie. - une mauvaise combustion avec des difficultés à absorber le haut PCI des DASRI. Réponse de l'exploitant du 21/09/2022 : Les pics de mesures en CO se produisent sur la ligne n°2, technologie à lit de sable fluidisé. Plusieurs facteurs sont en cause : <ul style="list-style-type: none"> • Une valeur du PCI des déchets trop importante liée à la combustion des DASRI et au mélange des déchets entre haut et bas PCI. • Une dégradation des gaines de fumée (aspiration d'air parasite). • Un encrassement de la gaine de fumée sortie réacteur. Plusieurs actions ont été réalisées, notamment le nettoyage de la gaine sortie réacteur, la réparation des aspirations d'air au niveau de cette même gaine. En parallèle, nous travaillons sur la gestion du PCI des déchets (apports, mélange) et sur le pilotage de la ligne lors de la combustion des DASRI. Le 22 août 2022, l'incinération des DASRI a été temporairement suspendu. Le 31/08/2022 la ligne a été définitivement arrêtée, des travaux sont nécessaires en cas de décision de prolonger le fonctionnement de cette ligne. Au 25 août 2022, le compteur « 60heures » de la ligne 2 est à 12,7 heures dont 10,8 heures de CO. (C7) du 05/07/2022 : Des dépassements des valeurs limites d'émission en CO sont constatés en juin 2022 sur la ligne 2.

Observations du 23/02/2023 :

- juillet 2022 : 14 dépassements 10 min en CO (mauvaise combustion DASRI, encrassement → nettoyage le 29/07/2022),

- août 2022 : 8 dépassements 10 min en CO (entrée d'air parallèle, forte dégradation gaines entrée d'air fumées),

D'où arrêt de la ligne 2 au 31/08/2022.

Travaux en septembre 2022 : remplacement des gaines de fumées (entre entrées d'air et réacteur), remplacement du cône du réacteur (problème entrée d'air), gros entretien de prolongation du filtre à manches (changement de manches et béton pour diminuer les entrées d'air).

Incinération des DASRI plutôt sur la ligne 1 plus robuste.

- octobre 2022 :

- 1 dépassement 10 minutes en CO le 24/10.
- 2 dépassements 10 minutes en CO le 27/10.
- Compteur 60h = 13h40 minutes

- novembre 2022 :

- 4 dépassements 10 minutes en CO le 04/11.
- 4 dépassements 10 minutes en CO le 07/11.
- 6 dépassements 10 minutes en CO le 13/11.
- 3 dépassements 10 minutes en CO le 14/11.
- 2 dépassements 10 minutes en CO le 15/11.
- 6 dépassements 10 minutes en CO le 19/11.
- 5 dépassements 10 minutes en CO le 20/11.
- 3 dépassements 10 minutes en CO le 21/11.
- 5 dépassements 10 minutes en CO le 27/11.
- Compteur 60h = 21h30 minutes

Il est demandé à l'exploitant d'analyser ces nombreux dépassements en CO en novembre 2022.

Réparation du broyeur, travail sur les DASRI,

- Décembre 2022 :

- 2 dépassements 10 minutes en CO le 01/12.
- 1 dépassement 10 minutes en CO le 02/12.
- 1 dépassement 10 minutes en CO le 03/12.
- 2 dépassements 10 minutes en CO le 04/12.
- Compteur 60h = 22h30 minutes

Pas de nouveau dépassement en CO sur la ligne 2 depuis janvier 2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : VLE en concentration des rejets atmosphériques : dioxines et furanes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère par chaque ligne sont inférieurs aux valeurs limites suivantes : [...] Paramètre : PCDD/PCDF en ngI-TEQ/Nm³ Valeur limite en moyenne journalière pendant la période de fonctionnement effectif (R-EOT) : 0.1 Valeur limite en moyenne journalière ou sur la période d'échantillonnage en période normale de fonctionnement (NOC) , à partir du 03/12/2023 : 0.06 Flux limite en moyenne journalière (kg/jour) : 0.108 mg/j</p>
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : Dépassement dioxines sur la ligne 2 entre 14 octobre et 08 novembre 2022 (0,7539 ng/Nm³ au lieu de 0,1 ng/Nm³), contre analyse SOCOR air du 21 et 22/12/2022 conforme (0,00027 pour 0,1 ng/Nm³) (et poussières aussi). Les cartouches suivantes sont conformes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la période du 8/11 au 06/12/2022 à 0,0425, - pour la période du 06/12/2022 au 03/01/2023 à 0,0098, - pour la période du 03 au 30/01/2023 à 0,0040 <p>L'exploitant analyse le dépassement comme étant lié aux travaux de béton réfractaire dans le filtre à manche. Il va modifier les procédures pour y inscrire de nettoyer la canne de prélèvement après des travaux de béton réfractaires. La procédure mise à jour est demandé. Aucun dépassement constaté ligne 1.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : VLE en concentration des rejets atmosphériques : poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère par chaque ligne sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <p>Paramètre : Poussières totales</p> <p>Valeur limite en moyenne journalière pendant la période de fonctionnement effectif (R-EOT) (mg/Nm^3) : 10</p> <p>Valeur limite en moyenne journalière ou sur la période d'échantillonnage en période normale de fonctionnement (NOC) (mg/Nm^3), à partir du 03/12/2023 : 5</p> <p>Valeur limite en moyenne sur une demi-heure pendant la période de fonctionnement effectif (R-EOT) (mg/Nm^3) : 30</p> <p>Flux limite en moyenne journalière (kg/jour) : 8</p>
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : Problème sur le disjoncteur de l'alimentation électrique de tous les équipements du site. Cela a tout coupé. Ils sont passés sur le disjoncteur « redondant ». Le disjoncteur défaillant sera remplacé en juin 2023 à l'occasion d'un arrêt commun des 2 lignes (coupure générale du site nécessaire).</p> <p>Ligne 2 : Depuis les travaux d'octobre sur la ligne 2, problème de delta p sur le filtre à manche, sans problème de poussières. Ensuite, pics de poussières. Face à ces "pics" de poussières (à 2, 3, 4 mg/Nm^3) qui mettent en évidence un problème technique, la ligne a été mise à l'arrêt (plusieurs arrêts successifs). Ils ont vu que les manches n'avaient pas été bien installées et donc que certaines étaient abîmées. Ils sont actuellement en litige avec l'installateur. Ils ont remplacé les manches abîmées (3 tests fluo) et remis toutes les manches dans la bonne position. Ils veulent remplacer complètement les filtres à manche par des neufs.</p> <p>Ligne 1 : RAS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : VLE en concentration des rejets atmosphériques : NOx

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère par chaque ligne sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <p>Paramètre : NOx Valeur limite en moyenne journalière pendant la période de fonctionnement effectif (R-EOT) (mg/Nm³) : 80 Valeur limite en moyenne journalière ou sur la période d'échantillonnage en période normale de fonctionnement (NOC) (mg/Nm³), à partir du 03/12/2023 : 80 Valeur limite en moyenne sur une demi-heure pendant la période de fonctionnement effectif (R-EOT) (mg/Nm³) : 160 Flux limite en moyenne journalière (kg/jour) : 103</p> <p>Paramètre : NH₃ Valeur limite en moyenne journalière pendant la période de fonctionnement effectif (R-EOT) (mg/Nm³) : 30 Valeur limite en moyenne journalière ou sur la période d'échantillonnage en période normale de fonctionnement (NOC) (mg/Nm³), à partir du 03/12/2023 : 10 Valeur limite en moyenne sur une demi-heure pendant la période de fonctionnement effectif (R-EOT) (mg/Nm³) : 60 Flux limite en moyenne journalière (kg/jour) : 23</p>
Constats : [C8] Des dépassements en NOx sont constatés sur la ligne 2 en janvier 2023.
<p>Observations : Ligne 1 : - octobre 2022 : 1 VLE 30 minutes en NOx liée à une perte automate le 06/10. 1 VLE 30 minutes en NOx liée à un arrêt trop long de l'injection d'urée lors du QAL2 le 26/10. Dépassements observés avant l'installation de la SCR. - novembre 2022 : 1 VLE 30 minutes en NH₃ liée à un dysfonctionnement de la régulation le 12/11.</p> <p>Ligne 2 : - Janvier 2023 : VLE 30 min/10min : • 1 VLE 30 minutes en NOx le 04/01 suite à un trip de l'installation. • 1 VLE 30 minutes en NOx le 26/01 suite à un trip de l'installation. Analyse de l'exploitant : Problème sur le disjoncteur de l'alimentation électrique de tous les équipements du site. Cela a tout coupé. Ils sont passés sur le disjoncteur « redondant ». Le disjoncteur défaillant sera remplacé en juin 2023 à l'occasion d'un arrêt commun des 2 lignes (coupure générale du site nécessaire).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère par chaque ligne sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <p>Paramètre : Chlorure d'hydrogène (HCl) Valeur limite en moyenne journalière pendant la période de fonctionnement effectif (R-EOT) (mg/Nm³) : 10 Valeur limite en moyenne journalière ou sur la période d'échantillonnage en période normale de fonctionnement (NOC) (mg/Nm³), à partir du 03/12/2023 : 6 Valeur limite en moyenne sur une demi-heure pendant la période de fonctionnement effectif (R-EOT) (mg/Nm³) : 60 Flux limite en moyenne journalière (kg/jour) : 12</p> <p>Paramètre : Dioxyde de soufre (SO₂) Valeur limite en moyenne journalière pendant la période de fonctionnement effectif (R-EOT) (mg/Nm³) : 50 Valeur limite en moyenne journalière ou sur la période d'échantillonnage en période normale de fonctionnement (NOC) (mg/Nm³), à partir du 03/12/2023 : 30 Valeur limite en moyenne sur une demi-heure pendant la période de fonctionnement effectif (R-EOT) (mg/Nm³) : 200 Flux limite en moyenne journalière (kg/jour) : 14</p>
<p>Constats : [C9] Des dépassements de la concentration et du flux en SO₂ sont observés sur la ligne 1 depuis sa mise en service.</p>
<p>Observations : <u>Ligne 1 :</u> - septembre 2022 : 1 dépassement de la VLE 30 minutes en HCl (phase de démarrage, combustion instable), - octobre 2022 : VLE 24 heures : • 1 VLE jour HCl enregistrée à 14,4 mg/Nm³ et 1 VLE jour SO₂ enregistrée à 60,0 mg/Nm³ le 27/10. Un dysfonctionnement de l'injection de chaux (voutage silo), un dysfonctionnement de la régulation d'injection (trop faible) et des difficultés à maîtriser la combustion ont engendré ces dépassements. VLE 30 min/10 min : • 1 VLE 30 minutes en SO₂ liée à un voutage du silo le 01/10. • 1 VLE 30 minutes en SO₂ liée à un voutage du silo le 26/10. • 7 VLE 30 minutes en SO₂ liée à un voutage du silo, un dysfonctionnement de la régulation et à des difficultés à maîtriser la combustion le 27/10. • 1 VLE 30 minutes en SO₂ liée à un voutage du silo le 28/10. • 1 VLE 30 minutes en SO₂ liée à un voutage du silo le 29/10. Compteur 60h 2022 = 10h50 minutes VLE flux journaliers : • 7 dépassements flux journaliers en SO₂. Des actions correctives et un plan d'actions spécifiques sont en cours. - Novembre 2022 : VLE 24 heures : • 1 VLE jour SO₂ enregistrée à 72,68 mg/Nm³ le 04/11 lors de la casse du système d'injection de chaux. VLE 30 min/10min : • 1 VLE 30 minutes en SO₂ liée à un voutage du silo le 03/11. • 4 VLE 30 minutes en SO₂ et 3 VLE 30 minutes en HCl liée à la casse du système d'injection de</p>

chaux le 04/11.

- 2 VLE 30 minutes en SO₂ liée à un voutage du silo le 07/11.
- 1 VLE 30 minutes en SO₂ liée à un voutage du silo le 09/11
- 2 VLE 30 minutes en SO₂ liée à un voutage du silo le 10/11.
- 1 VLE 30 minutes en SO₂ liée à un voutage du silo le 16/11
- 2 VLE 30 minutes en SO₂ liée à un voutage du silo le 23/11.
- 1 VLE 30 minutes en SO₂ liée à un voutage du silo le 26/11
- 1 VLE 30 minutes en poussières liée à la mise en service de la nouvelle SCR le 29/11.

Compteur 60h 2022 = 20h30 minutes

VLE flux journaliers :

- 4 dépassements flux journaliers en SO₂. Des actions correctives et un plan d'actions spécifiques sont en cours.

- Décembre 2022 :

VLE 30 min/10min :

- 1 VLE 30 minutes en HCl liée à un voutage du silo le 07/12.
- 2 VLE 30 minutes en SO₂ et 1 VLE 30 minutes en HCl suite à un bouchage du système d'injection de chaux au démarrage de la ligne le 23/12.
- 4 VLE 30 minutes en SO₂ lors d'un essai de réglage de l'injection de chaux (régulation) suivi d'un dysfonctionnement du motoréducteur de la vis le 27/12.

Compteur 60h 2022 = 24h30 minutes

VLE flux journaliers :

- 3 dépassements flux journaliers en SO₂ lié à un dysfonctionnement du motoréducteur le 27/12 et a des essais de réglages de l'injection.

Analyse de l'exploitant : Traitement à la chaux pour traiter d'abord les gaz acides puis le SO₂.

Au démarrage au mois d'octobre : casse du système d'injection.

Puis depuis mi-octobre 2022, fonctionnement à 2 lignes à fond : beaucoup d'augmentation du PCI des déchets donc plus de création de SO₂, de HCl. Passage à une chaux sorbacale SP qui réagit mieux à la température de fonctionnement de 185 °C avec des manches spécifiques liées à la SCR. Les déchets DIB viennent de PAPREC de Malesherbes qui broie les déchets et ils ont eu des problèmes avec leur broyeur. Ils vont avoir leur propre broyeur. Sur la ligne 2, le broyage sur site de tous les déchets favorise de fait l'homogénéisation et une bonne combustion. Les équipes doivent apprendre à brasser, avoir le temps de faire le mélange.

Ils ont un problème avec le dévouteur du silo qui sera changé lors de l'arrêt des communs.

L'exploitant souhaiterait avoir 3 silos différents. La note de service du 20/02/2023 a été fournie, si pic de SO₂, il faut aller sur le silo pour le frapper avec un maillet pour le dévouter manuellement.

- Janvier 2023 :

VLE 30 min/10min :

- 5 VLE 30 minutes en SO₂ le 18/01 suite à un manque d'homogénéisation du déchet en fosse.
- 3 VLE 30 minutes en SO₂ le 31/01 suite à un manque d'homogénéisation du déchet en fosse.

Compteur 60h 2023 = 04h00 minutes

VLE flux journaliers :

- 6 dépassements flux journaliers en SO₂.

Plan d'actions maîtrise du SO₂ :

- Intervention sur le dévouteur du silo de chaux lors de l'arrêt des communs.
- Gestion des apports en DIB pour homogénéiser les déchets en fosse.
- Assistance des fonctions support PAPREC et de l'HOIST pour vérifier les paramètres et optimiser l'injection de réactifs.

- Février 2023 :

VLE 24 heures :

- 1 VLE jour en SO₂ le 17/02.
- 1 VLE jour en SO₂ le 20/02.

VLE 30 min/10min :

- 3 VLE 10 minutes en T2S le 01/02 suite à un problème de démarrage du bruleur.
- 2 VLE 10 minutes en T2S le 06/02 suite à un problème de démarrage du bruleur.

- 3 VLE 30 minutes en SO₂ le 14/02.
- 7 VLE 30 minutes en SO₂ le 16/02.
- 5 VLE 30 minutes en SO₂ le 18/02.
- 4 VLE 30 minutes en SO₂ le 20/02.
- 1 VLE 30 minutes en SO₂ le 27/02.

Compteur 60h 2023 = 13h00 minutes

VLE flux journaliers :

- 12 dépassements flux journaliers en SO₂.

Gros problème de SO₂ (du 14 au 20/02, 2 VLE jours : 17/02 (problème extracteur mâchefers) et 20/02, mercredi 16/02 : 7 VLE 30 min et le vendredi 18/02 : 5 VLE 30 min et le 20/02 : 4 VLE 30 min) liés selon l'exploitant à :

- ce n'est pas apparemment un problème de voutage du silo, ni de produit,
- un mauvais brassage des déchets à haut PCI reçus (apports classiques en apparence),
- réunion technique avec l'assistance les fonctions supports de PAPREC : questions sur le changement de réactifs, sensibilisation des pontiers qui vont aller sur d'autres sites pendant les travaux, venue des autres responsables de sites (Pontenx et Perpignan) en novembre, cela amène à faire évoluer le guide de conduite du four. PAPREC ACADEMIE va former des gens spécifiques sur la fabrication du four et sa mise en exploitation. Ils vont travailler avec SOLVAY qui fait du bicarbonate pour voir si la chaux et le bicar sont compatibles. Idée d'avoir 2 injections séparées pour traiter ces pics. Idée de passer au BICAR (injection via une citerne). Une information à la DREAL des protocoles des essais en amont est demandée pour encadrer un peu la chose et s'assurer que l'essai est bien préparé.

Ils pourraient sur injecter de la chaux pour régler le problème du SO₂ mais en créant beaucoup de REFIOM.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource : Forage agricole Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau : Nappe des calcaires tertiaires de Beauce Prélèvement maximal annuel (m³) : 20000 par ligne</p>
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : Conso eau 2022 : 25750 m³ eau de forage, 522 m³ eau de ville Conso eau 2021 : 24484 m³ eau de forage, 381 m³ eau de ville Conso eau 2020 : 40050 m³ eau de forage Conso eau 2019 : 48559 m³ eau de forage, 2654,7 m³ eau de ville Il est demandé à l'exploitant d'analyser le volume annuel consommé par ligne en fonction du type de process.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...); • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...); • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : [C10] L'exploitant ne tient pas le plan des réseaux à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux au milieu naturel dans le fossé longeant la RD 122 ne sont pas autorisés.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Pas de rejet aqueux en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2022
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Observations du 05/07/2022 : Le rapport Q18 d'octobre 2021 a été fourni. Ce dernier précise que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. La vérification initiale Q18 de la ligne 1 sera faite après le démarrage. L'installateur de l'électricité du nouveau four SPI viendra le 11-12 juillet 2022. Le rapport Q18 concernant la ligne 1 est à fournir. Observations du 23/02/2023 : Le Q18 APAVE de la ligne 1 du 12/07/2022 a été fourni. Il conclut que : "Nous déclarons que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 8.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre. Cette analyse, réalisée par un organisme compétent, identifie les équipements et installations dont une protection contre la foudre doit être assurée et définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Elle est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'analyse du risque foudre.</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p>
Constats : [C11] L'exploitant doit justifier que les travaux réalisés en 2021 et 2022 sur le site ne sont pas l'origine d'une modification de l'analyse du risque foudre.
<p>Observations : L'exploitant doit justifier que les travaux réalisés en 2021 et 2022 (changement du four notamment) sur le site ne sont pas l'origine d'une modification de l'analyse du risque foudre (dernière en date de juillet 2014).</p> <p>Le rapport de vérification visuelle foudre du 06/06/2022 a été fourni. Ce dernier conclut : "Les installations et équipements de protection contre la foudre présentent un niveau de conservation satisfaisant."</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2022
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ces derniers sont vérifiés a minima selon une fréquence annuelle. En cas de dysfonctionnements diagnostiqués, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires dans les meilleurs délais. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Observations du 05/07/2022 : Ré-installation du sprinklage sur la trémie qui sert à recueillir les déchets avant admission dans le four. Cela a été fait par l'équipe travaux du site. Des tests internes sont faits par les équipes du site mensuellement. L'extrait de la GMAO précisant les dates des tests internes mensuels a été fourni. La dernière vérification date du 15/06/2022, le rapport d'intervention interne a été fourni, il ne précise aucune observation. La trame de contrôle interne du réseau shelter incendie a été fournie. Pour la trémie, il s'agit d'un contrôle visuel de l'état des buses. Un test mensuel interne de la protection de la vitre pontier est également réalisé. Tout le shelter incendie est vérifié tous les 6 mois par un prestataire extérieur CHUBB : sprinklage, canons à mousse et arrosage vitre pontier, centrale de détection et déclencheurs automatiques. Le rapport d'essai CHUBB du système d'extinction d'incendie du 28/06/2021 a été fourni : le poste déluge et les canons étaient conformes. Le rapport de vérification programmée CHUBB du 17/09/2021 concernant la 2 ^{ème} vérification semestrielle du système d'extinction manuelle a été fourni. Il précise que la vérification des batteries est correcte et qu'aucun dysfonctionnement ne nécessite une intervention curative. Les derniers rapports d'essai (2022) sont à fournir. Tous les ans : groupe motopompe contrôlé par un motoriste qui contrôle les vitesses de rotation, les pressions, les débits. Le rapport de visite entretien du groupe motopompe de MS POMPES du 18/11/2021 a été fourni. Il précise deux commentaires qui n'appellent pas d'action corrective immédiate. Le rapport de visite entretien groupe électropompe de MS POMPES du 18/11/2021 a été fourni. Il ne formule aucun commentaire. Le rapport de visite entretien double skid RIA de MS POMPES du 18/11/2021 a été fourni. Ce dernier demande de prévoir le remplacement de l'hydrofort. Les justificatifs de remplacement sont à fournir. Emulseur : 2 m ³ présents en partie haute de l'usine. L'analyse d'émulseur est réalisée tous les 2 ans. La dernière analyse émulseur réalisée par eau&feu date du 22/01/2021. Elle précise que l'émulseur synthétique est en bon état de conservation. En même temps, ils font aussi le firedose. La mousse est une préconisation des assurances. Le rapport d'intervention CHUBB du 03/06/2022 de vérification des RIA a été fourni. Certains défauts apparaissent sur 4 RIA (tuyaux endommagés, diffuseurs endommagés, fuite sur le RIA). L'exploitant ne peut expliquer pourquoi 8 appareils ont été sortis du parc. Pour information, les RIA de la ligne 1 ont été démontés et seront remontés et reconnectés cette semaine. La société SICCLI va intervenir semaine 27 pour les réinstaller. La commande a été passée (le bon de commande du 09/06/2022 a été fourni). Le rapport d'intervention CHUBB du 03/06/2022 de vérification des extincteurs a été fourni. L'exploitant ne peut expliquer pourquoi certains appareils ont été sortis du parc. Tous les extincteurs du parc sont en bon état.

Le rapport d'intervention CHUBB du 28/04/2022 de vérification des dispositifs de détection incendie a été fourni. Ce dernier conclut : "Après test et vérification du système et matériel, aucune présence de dérangements et d'anomalie lors de nos essais." Lors de la visite, un détecteur au local automate est en dérangement en lien avec la poussière qu'il y a eu dans le local suite aux travaux. Une intervention est prévue pour régler le problème. D'après l'exploitant, 2 têtes de détection sont à remplacer en interne. L'opération est prévue dans la semaine de la visite. Dans l'attente, les locaux adjacents disposent de détection. Une photographie du 27/07/2022 a été fournie. Elle montre que la centrale de détection ne fait apparaître aucun défaut.

Le rapport d'intervention CHUBB du 09/08/2021 de vérification des bornes incendie a été fourni. Ce dernier conclut que les 3 poteaux incendie sont fonctionnels.

(C2) du 05/07/2022 : (C2) L'exploitant ne peut justifier que tous les RIA sont en bon état et il ne peut pas expliquer pourquoi certains extincteurs et certains RIA sont sortis du parc.

Observation du 23/02/2023 :

Les documents suivants ont été fournis :

- facture de remplacement de l'hydrofort du 28/12/2021
- Contrôle fuites joints étanchéité firedose
- résultats d'analyse de l'émulseur : vu rapport eau et feu du 21/09/2022 : émulseur en bon état de fonctionnement.
- justificatif de bon fonctionnement de la totalité des RIA : vu courrier CHUBB du 08/11/2022 qui explique que toutes les réserves sont levées.

Les entrées et sorties correspondent aux extincteurs et RIA de la ligne 1 qui ont été enlevés et remis à l'identique à la fin des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet